

leurs voisins. Le ministre de l'Expansion économique régionale ne comprend pas l'environnement de mes amis de Terre-Neuve. Il veut un environnement sur le modèle de Montréal. J'allais lui dire ce qu'il peut faire avec son modèle de Montréal, mais je ne crois pas que ce soit le bon moment.

Nous avons un problème relatif à notre industrie de la pêche et je devrais peut être y consacrer quelques instants. Un peu plus tôt aujourd'hui, mon collègue de la Nouvelle-Écosse qui est président du comité de la pêche a présenté certaines des raisons qui justifieraient l'aide que le Canada pourrait nous apporter à ce sujet et avant qu'il ne soit trop tard. Je soutiens que si nous avions essayé il y a une vingtaine d'années, au moment où nous sommes devenus Canadiens, de développer l'industrie de la pêche dans l'Est du Canada nous aurions fait œuvre utile. Il aurait peut être fallu placer cette question en tête des priorités tout comme la pêche dans l'Ouest du pays, mais je vais laisser les représentants de cette industrie exprimer eux-mêmes leur opinion.

L'industrie de la pêche dans l'Est du Canada a été traitée, des années durant, d'une manière partielle par beaucoup de gouvernements, y compris le gouvernement conservateur. A leurs yeux, la côte atlantique n'était pas un tremplin politique intéressant, étant donné le nombre restreint de députés élus dans cette région. Terre-Neuve n'a élu que 7 députés et nous ne sommes pas en mesure de changer le gouvernement. Nous n'avons pas le même poids que le Québec ou l'Ontario qui disposent d'assez de députés pour modifier l'orientation de la politique gouvernementale, tout au moins dans une certaine mesure. Ces gouvernements auraient dû dire ou reconnaître qu'il s'agissait de Canadiens dignes d'intérêt vivant là-bas dans une province aux ressources considérables. Ils auraient dû nous faire une place de choix sur la liste de leurs priorités et nous mettre à l'honneur afin de voir si nous étions en mesure de contribuer à l'économie canadienne. C'est ce qui n'a pas été fait.

Je prie instamment la Chambre des communes de porter un peu plus d'attention cette année à la question des pêcheries internationales. Pendant que nous restions bien tranquilles à traiter avec suffisance les problèmes de la pêche dans l'Atlantique, la Russie qui n'est pas un État démocratique, a mis une bonne partie de ses œufs dans le même panier. Aujourd'hui, elle a à son compte quelque 3,200 navires, dont certains mesurent 300 pieds de long, montés par des équipages qui peuvent atteindre les 5,000 hommes pour toute cette flotte. Ils sont venus à proprement parler s'emparer de ces zones de pêche internationales. En 1964 encore, par exemple, les Russes ne prenaient pas une seule livre d'aiglefin au large de notre côte orientale. En 1965, ils ont déclaré une guerre navale contre les pêcheries d'aiglefin au large de la pointe sud-est de Terre-Neuve. Cette année-là, il y eut 249,000 tonnes métriques d'aiglefins de pêchées, la Russie en prenant à elle seule 129,000 tonnes. Cette année, les bancs d'aiglefin sont tellement épuisés que les pêcheurs me disent qu'ils ne prennent même pas la peine d'inscrire leurs prises d'aiglefin tellement elles sont de peu d'importance.

Le ministre des Pêches (M. Davis) a eu le génie il y a un jour ou deux d'informer le peuple canadien que la pêche à l'aiglefin serait interdite du 23 octobre au 31 décembre à George's Bank. C'est une déclaration extraor-

dinaire. Elle est interdite parce qu'il n'y a pas d'aiglefin. L'année dernière la Commission internationale des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique avait proposé que nous interdisions dans certaines régions de la pêche à l'aiglefin. Certains courriéristes parlementaires sont venus me dire que c'était toujours ça de pris, puisque l'on interdisait la pêche à George's Bank. N'est-ce pas formidable? C'est le genre de sottises et de balivernes que l'on sert aux Canadiens. On interdit la pêche à George's Bank parce qu'il n'y a pas d'aiglefin.

Nous voulons de l'aide cette année parce qu'il ne s'agit plus d'un problème des pêches canadiennes, mais d'un problème qui touche presque tous les grands pays dont les navires font la pêche au large de nos côtes. Tout le monde le sait.

• (5.20 p.m.)

Je crois qu'en fin de semaine, un des réseaux télévisera un documentaire d'intérêt national. Il paraît qu'il est particulièrement favorable à la Colombie-Britannique. Qu'importe pourvu qu'il permette d'attirer l'attention des Canadiens sur le fait que nous disposons de ressources de pêche immenses qui ne dureront que cinq ou dix ans si les Canadiens continuent à faire de la politique. Ils devraient oublier que nous sommes bien éloignés d'Ottawa et peu nombreux et s'efforcer de donner à l'industrie de la pêche une autonomie propre afin qu'elle puisse survivre plus de dix ans.

J'ai suggéré à mes collègues l'idée d'une conférence internationale sur la pêche. Le ministre prétend qu'une conférence internationale sur le droit de la mer se tiendra dans deux ans. Il nous a dit la même chose l'année dernière et nous vivons cette année celle où aurait dû avoir lieu la conférence qu'il annonce pour dans deux ans. Ou bien ses mathématiques sont fausses ou mes connaissances en la matière laissent à désirer. Dans deux ans, il restera très peu de poisson sur la côte est du Canada et il sera trop tard.

La Commission internationale des pêches de l'Atlantique Nord ne convient pas à la gestion de la pêche, non pas parce que son niveau n'est pas assez élevé mais parce qu'elle ne peut que recommander. Elle ne peut prendre aucune décision importante en matière de quotas et autres domaines, ni en matière d'accords internationaux concernant nos côtes même jusqu'aux Grands Bancs éloignés de 400 milles. Que la Chambre n'aille pas croire que des responsabilités ne nous incombent pas sur ce problème qui s'aggrave sans cesse. Quelques chiffres statistiques lui indiqueront que depuis deux ou trois ans les pêches du Labrador sont un échec total. Comment se fait-il que cette année, à plusieurs reprises, des équipages de pêcheurs se rendant au Labrador revinrent avec seulement sept morues après une saison d'été? Chacun d'accuser la pollution et l'eau froide. En 1968, sur les bancs d'Inlet Hamilton à 250 milles au large du Labrador, on a pêché un milliard de livres de poisson dont 75 p. 100 par l'Union soviétique. La plus grande usine de poisson de ma région, l'usine de Twillingate, a traité plus de 12 millions de livres de poisson cette même année. La quantité de poisson capturé aux bancs d'Hamilton aurait suffi à assurer du travail à cette usine pendant 100 ans.

Cela donnera aux députés une idée du rapt de nos ressources par certains pays. En 1964, à l'usine de Twillingate, 94 p. 100 de toutes les prises de poisson consistaient dans la morue traditionnelle. Chacun croyait que